

Rôle de la séance publique du 09/12/2025 à 14h00

Président : Monsieur ETIENVRE

Assesseurs : Monsieur PILVEN et Madame PHAM

Greffière : Madame DIABOUGA

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX

01) N° 2402410 RAPPORTEUR : M. ETIENVRE

Demandeur ASSOCIATION RHAZES

Me GUEZ GUEZ

Défendeur RECTORAT DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES

Requête de l'Association RHAZES contre l'ordonnance n° 2305511 du 20 juin 2024 par laquelle le président de la 7ème chambre du tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 4 mai 2023 par laquelle la rectrice de l'académie de Versailles l'a mise en demeure de corriger les manquements constatés au code de l'éducation.

02) N° 2301516 RAPPORTEUR : M. ETIENVRE

Demandeur KYOWA KIRIN PHARMA

CABINET FACTORHY
AVOCATS

Intervenant MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES

Défendeur Mme A

41 SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Requête de la société KYOWA KIRIN PHARMA contre le jugement n° 2104477 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la décision du 27 janvier 2021 par laquelle l'inspectrice du travail a autorisé le licenciement pour motif économique de Mme A.

03) N° 2301530 RAPPORTEUR : M. ETIENVRE

Demandeur KYOWA KIRIN PHARMA

CABINET FACTORHY
AVOCATS

Intervenant MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES

Défendeur M. GB

41 SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Requête de la société KYOWA KIRIN PHARMA contre le jugement n° 2104476 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la décision du 27 janvier 2021 par laquelle l'inspectrice du travail a autorisé le licenciement pour motif économique de M. B.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX

04) N° 2301531 RAPPORTEUR : M. ETIENVRE

| | | |
|-----------|--------------------|-----------------------------|
| Demandeur | KYOWA KIRIN PHARMA | CABINET FACTORHY AVOCATS |
|-----------|--------------------|-----------------------------|

| | |
|-------------|---|
| Intervenant | MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES |
|-------------|---|

| | | |
|-----------|------|----------------------|
| Défendeur | M. C | 41 SOCIÉTÉ D'AVOCATS |
|-----------|------|----------------------|

Requête de la société KYOWA KIRIN PHARMA contre le jugement n° 2104457 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la décision du 27 janvier 2021 par laquelle l’inspectrice du travail a autorisé le licenciement pour motif économique de M. C.

05) N° 2301533 RAPPORTEUR : M. ETIENVRE

| | | |
|-----------|--------------------|-----------------------------|
| Demandeur | KYOWA KIRIN PHARMA | CABINET FACTORHY AVOCATS |
|-----------|--------------------|-----------------------------|

| | |
|-------------|---|
| Intervenant | MINISTERE DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES |
|-------------|---|

| | | |
|-----------|-------|----------------------|
| Défendeur | Mme D | 41 SOCIÉTÉ D'AVOCATS |
|-----------|-------|----------------------|

Requête de la société KYOWA KIRIN PHARMA contre le jugement n° 2104478 du 11 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé la décision du 27 janvier 2021 par laquelle l’inspectrice du travail a autorisé le licenciement pour motif économique de Mme D.

Rôle de la séance publique du 09/12/2025 à 14h30

Président : Monsieur ETIENVRE
Assesseurs : Monsieur PILVEN et Madame PHAM
Greffière : Madame DIABOUGA

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX

01) N° 2403228 RAPPORTEUR : M. PILVEN

| | | |
|-----------|-------------------------------|------------------------------------|
| Demandeur | COMMUNE DE LASSAY-SUR-CROISNE | CABINET CASADEI-JUNG & ASSOCIES |
| Défendeur | M. et Mme A | SELARL JL AVOCAT |

Sur renvoi du Conseil d'Etat (décision n° 490124 du 10 décembre 2024 annulant l'arrêt n° 21VE03271 du 13 octobre 2023 et renvoyant devant la cour) : Requête de la COMMUNE DE LASSAY-SUR-CROISNE contre le jugement n° 1902937 du 7 octobre 2021 par lequel le tribunal administratif de d'Orléans a annulé, à la demande de M. et Mme A, son arrêté du 11 décembre 2018 portant arrêté d'alignement de la voie communale n° 7.

02) N° 2301697 RAPPORTEUR : M. PILVEN

| | | |
|-----------|---|---------------------|
| Demandeur | SOCIETE TELEBRUNE | Me MONIN |
| Défendeur | CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN LES MUREAUX | SELAS TENEO AVOCATS |

Requête de la société TELEBRUNE contre le jugement n° 2105695 du 26 mai 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation du titre exécutoire n° 33937 émis le 6 mai 2021 par le centre hospitalier intercommunal (CHI) de Meulan-Les-Mureaux pour une somme de 16 309,68 euros au titre des « locations et redevances boutique Meulan » et du titre exécutoire n° 33938 émis le 6 mai 2021 par le même CHI pour une somme de 10 905,93 euros au titre des « redevances boutique Becheville ».

03) N° 2301861 RAPPORTEUR : M. PILVEN

| | | |
|-----------|---|-----------|
| Demandeur | M. B | Me VIEGAS |
| Défendeur | MINISTERE DE LA JUSTICE SECRETARIAT GENERAL SDAJCG | |

Requête de M. B contre le jugement n° 2101010 du 1er juin 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans n'a fait que partiellement droit à sa demande en condamnant l'État à lui verser la somme correspondant à la perte de traitements qu'il a subie pour la période du 11 mars 2019 au 31 août 2020 et en le renvoyant devant le garde des sceaux, ministre de la justice, aux fins de calcul et liquidation de cette indemnité dans un délai de deux mois.

| | | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|
| 04) N° 2401953 | | RAPPORTEUR : M. PILVEN |
| Demandeur | M. C | Me DOOKHY |
| Défendeur | PREFECTURE DU VAL-D'OISE | |
| Requête de M. C contre le jugement n° 2400506 du 27 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 28 décembre 2023 par lequel le préfet du Val-d'Oise a refusé de renouveler son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination. | | |
| 05) N° 2401955 | | RAPPORTEUR : M. PILVEN |
| Demandeur | Mme D | SERRE ODIN EMMANUELLI |
| Défendeur | PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE | |
| Requête de Mme D contre le jugement n° 2400459 du 6 juin 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 15 décembre 2023 par lequel le préfet des Hauts-de-Seine lui a refusé le renouvellement de son certificat de résidence algérien, l'a obligée à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a prononcé à son encontre une interdiction de retour sur le territoire français d'une durée de deux ans. | | |
| 06) N° 2402116 | | RAPPORTEUR : M. PILVEN |
| Demandeur | M. E | Me MORIN |
| Défendeur | PREFECTURE DU VAL-D'OISE | |
| Requête de M. E contre le jugement n° 2405604 du 11 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 29 mars 2024 par lequel le préfet du Val-d'Oise a refusé de renouveler son titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et a fixé le pays de renvoi. | | |

Rôle de la séance publique du 09/12/2025 à 15h00

Président : Monsieur ETIENVRE
Assesseurs : Monsieur PILVEN et Madame PHAM
Greffière : Madame DIABOUGA

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX**01) N° 2302165 RAPPORTEURE : Mme PHAM**

| | | |
|-----------|---|---------------------|
| Demandeur | COMMUNE DE VERNOUILLET 28 | CITYLEX AVOCATS |
| Défendeur | SOCIETE LR ARCHITECTURE | Me DELAIR |
| | SOCIETE ARCAD | Me COUSSEAU |
| | SOCIETE PELTIER | FIDAL CHARTRES |
| | SOCIETE DIAS CONSTRUCTION | |
| | MUTUELLE DES ARCHITECTES FRANCAIS | AARPI |
| | | GIDE-LOYRETTE-NOUEL |
| | SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES DU BATIMENT | Me COUSSEAU |
| | ET DES TRAVAUX PUBLICS | |

Requête de la COMMUNE DE VERNOUILLET contre le jugement n° 2100355 du 20 juillet 2023 par lequel le tribunal administratif d'Orléans 1°) a condamné la société LR Architecture à lui verser la somme de 214 415,98 euros TTC au titre de sa responsabilité contractuelle, 2°) l'a condamnée à verser à la société Peltier la somme de 39 445,15 euros HT, 3°) a appelé en garantie la société LR Architecture de la condamnation prononcée à l'encontre de la commune de Vernouillet à l'égard de la société Peltier, 4°) a mis les frais d'expertise taxés et liquidés à hauteur de 15 305,48 euros TTC à la charge définitive de la société LR Architecture.

02) N° 2302427 RAPPORTEURE : Mme PHAM

| | | |
|-----------|--------------------------|-----------|
| Demandeur | M. A | Me HERVET |
| Défendeur | PREFECTURE DU VAL-D'OISE | |

Requête de M. A contre le jugement n° 2310413 du 4 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 7 septembre 2020 par lequel le préfet du Val-d'Oise l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays de destination.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX

03) N° 2302538 RAPPORTEURE : Mme PHAM

| | | |
|-----------|-------------------------------|---|
| Demandeur | M. B | SELARL CABANES & ASSOCIES |
| Défendeur | COMMUNE D'ISSY-LES-MOULINEAUX | SCP LONQUEUE - SAGALOVITSCH - EGLIE-RICHTERS & ASSOCIES |

SARL K'A.M.S

Requête de M. B contre le jugement n° 2106624 du 19 octobre 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise n'a fait que partiellement droit à sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 25 mars 2021 par lequel le maire d'Issy-les-Moulineaux a délivré à la société K'A.M.S un permis de construire n° PC92040200062 autorisant, sur un terrain situé au C, la surélévation, la modification de façade et le changement de destination d'un bâtiment, ainsi que l'aménagement des espaces non construits du terrain d'assiette, ensemble l'arrêté du 31 décembre 2021 par lequel le maire a délivré au pétitionnaire un permis de construire modificatif.

04) N° 2302571 RAPPORTEURE : Mme PHAM

| | | |
|-----------|----------------------------|------------------------------|
| Demandeur | M. et Mme D | ASSOCIATION ROUX PIQUOT-JOLY |
| Défendeur | COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE | SELARL LANDOT & ASSOCIES |

Requête de M. et Mme D contre l'ordonnance n° 2304783 du 16 novembre 2023 par laquelle la présidente du tribunal administratif de Versailles a rejeté leur demande tendant à l'annulation de l'arrêté n° 91080 23 1001 du 21 janvier 2023 par lequel le maire de Boissy-le-Cutté s'est opposé à leur déclaration préalable du 5 janvier 2023 tendant à la division en vue de construire la parcelle cadastrée D497, ainsi que la décision implicite de rejet résultant du silence gardé sur le recours gracieux qu'ils ont formé le 14 mars 2023.

05) N° 2302615 RAPPORTEURE : Mme PHAM

| | | |
|-----------|------------------|-------------------|
| Demandeur | COMMUNE DE MEDAN | SCP ENJEA AVOCATS |
| Défendeur | Mme E | |

Requête de la COMMUNE DE MEDAN contre le jugement n° 2104218 du 29 septembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a annulé la décision du 19 mars 2021 par laquelle son maire a refusé de délivrer à E un certificat de non-opposition à déclaration préalable concernant les travaux d'édification d'un abri en bois pour une ferme aux animaux sur la parcelle cadastrée section A n° 2559.

06) N° 2402887 RAPPORTEURE : Mme PHAM

| | | |
|-----------|-------------------------|----------|
| Demandeur | M. F | Me SIRAN |
| Défendeur | PREFECTURE DE L'ESSONNE | |

Requête de M. F contre le jugement n° 2404978 du 24 septembre 2024 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 7 mai 2024 par lequel la préfète de l'Essonne a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours et a fixé le pays d'éloignement.

Rôle de la séance publique du 09/12/2025 à 15h30**Président** : Monsieur ETIENVRE**Assesseurs** : Monsieur PILVEN et Monsieur CLOT**Greffière** : Madame DIABOUGA**RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ROUX****01) N° 2300907****RAPPORTEUR : M. CLOT**

| | | |
|-----------|--|-----------------------------------|
| Demandeur | M. A | SCP GARRIGUES BEAULAC ASSOCIES |
| Défendeur | MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES | SCP LYON-CAEN, THIRIEZ |

Requête de M. A contre le jugement n° 2101964 du 9 mars 2023 par lequel le tribunal administratif de Versailles a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par la ministre de la transition écologique sur la demande indemnitaire préalable qu'il lui a adressée le 17 novembre 2020, et à la condamnation de l'État à lui verser la somme de 705 000 euros en réparation des préjudices qu'il estime avoir subis dans le déroulement de sa carrière.

02) N° 2400483**RAPPORTEUR : M. CLOT**

| | | |
|-----------|--------------------------------------|-------------------------------|
| Demandeur | M. et Mme B | SARL HUBERT VEAUUVY AVOCAT |
| Défendeur | RECTORAT DE L'ACADEMIE DE VERSAILLES | |

Requête de M. et Mme B contre le jugement n° 2308890, 2308893 du 19 décembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté leurs demandes tendant à l'annulation de la décision du 31 mai 2023 par laquelle la rectrice de l'académie de Versailles a rejeté leur recours administratif préalable obligatoire exercé contre la décision de refus d'autorisation d'instruction en famille de leur fils et leur a enjoint de le scolariser dans un établissement d'enseignement scolaire public ou privé.

03) N° 2401510 RAPPORTEUR : M. CLOT

| | | |
|-----------|--------------------------|-------------------|
| Demandeur | M. C | Me AUCHER-FAGBEMI |
| Défendeur | PREFECTURE DU VAL-D'OISE | |

Requête de M. C contre le jugement n° 2309838 du 2 mai 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l’annulation de l’arrêté du 3 juillet 2023 par lequel le préfet du Val-d’Oise a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l’a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays d’éloignement.

04) N° 2402372 RAPPORTEUR : M. CLOT

| | | |
|-----------|--------------------------|-------------|
| Demandeur | Mme D | Me TCHIKAYA |
| Défendeur | PREFECTURE DU VAL-D'OISE | |

Requête de Mme D contre le jugement n° 2404953 du 11 juillet 2024 par lequel le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté sa demande tendant à l’annulation de l’arrêté du 4 mars 2024 par lequel le préfet du Val-d’Oise a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et a fixé le pays d’éloignement.

05) N° 2501887 RAPPORTEUR : M. CLOT

| | | |
|----------------|--|---------|
| Demandeur | STE ELECTRICITÉ DU CENTRE | Me MARC |
| Défendeur | MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE DE LA BIODIVERSITE ET DES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES | |
| Autres parties | PREFECTURE DU CHER | |

Sur renvoi du Conseil d'État (décision n° 488125 du 16 juin 2025 annulant l'arrêt n° 21VE02392 du 7 juillet 2023) et renvoyant l'affaire devant la cour : Demande l'annulation du jugement n° 1902028 du 10 juin 2021 par lequel le tribunal administratif d'Orléans a rejeté sa demande tendant à la condamnation de l’État à lui verser la somme de 30 589 euros en réparation du préjudice financier que lui a causé le refus illégal de délivrance de l’arrêté de prescriptions complémentaires valant règlement d’eau.